

«Les banques» sont-elles responsables?

Par Jean A. Bonna, associé de la banque Lombard Odier & Cie, Genève, et président du Groupement des Banquiers Privés Genevois (GBPG)

La débâcle de Swissair a tout pour susciter une vive émotion. La suspension des vols de la compagnie a de toute évidence marqué les esprits. Aucune image n'aurait pu illustrer de manière plus saisissante la chute de notre transporteur national que celle des avions à croix blanche cloués au sol. Nous suivons tous avec intérêt l'évolution de la situation et les interventions des principaux acteurs impliqués, abondamment relatées par les médias. Cependant, la lecture des événements est nécessairement individuelle, personnelle. Aussi, comme très souvent, la perception l'emporte sur la réalité.

Objectivement, il n'y a pour ainsi dire, à ce stade, que des perdants. Un constat des plus préoccupants pour le citoyen suisse, mais également pour le banquier que je suis.

Une question de confiance

La première victime du naufrage de Swissair n'est autre que la confiance. La confiance dans la politique, dans les compétences et l'intégrité des grandes figures de l'économie est ébranlée, les mécanismes régissant les relations entre employeurs et employés, jamais remis en cause jusqu'ici, sont en train de se disloquer, et le «chacun pour soi» gagne du terrain.

Les dégâts sont bien réels, même s'il est encore impossible d'en mesurer l'ampleur. En effet, tout semble indiquer que le processus n'en est qu'à ses débuts. Or chacun sait que la confiance est un des piliers de notre démocratie directe et de notre économie.

La deuxième victime, c'est la Suisse tout entière. Les quelque 39'000 personnes qui se sont retrouvées bloquées sur les aéroports desservis par notre compagnie nationale, avec en main un billet d'avion devenu inutilisable, ont fait une bien piètre publicité à notre pays. L'image du pays a été pour le moins égratignée par ces jours de chaos, et les Suisses en ont bien conscience: «La réputation de la Suisse est à jamais ternie», a-t-on même entendu sur les ondes de la DRS 1, le 3 octobre dernier. Le pays court le risque de perdre sa renommée d'Etat politiquement et économiquement fiable.

Le coup porté à la confiance nationale et à la crédibilité de la Suisse en tant que nation s'accompagne d'une charge émotionnelle particulièrement forte. Dans l'affaire Swissair, c'est un véritable symbole national qui est mis à mal, et l'identité nationale comme la fierté des Suisses en sont affectées.

Les valeurs en jeu constituent les fondements même de notre société libérale, de notre Etat et de notre économie, le ciment de notre cohésion. En être conscient est une chose, mais encore faut-il faire l'effort d'y réfléchir ensemble.

Outre les dégâts économiques et les répercussions au niveau de l'emploi, certaines valeurs ont été malmenées, qui s'annoncent très difficiles à restaurer. Le processus irréversible qui s'est mis en marche promet encore bien des moments douloureux.

Comme toujours en pareilles circonstances, les choses ne pourront s'améliorer – sur la scène politique et au sein de la population –, qu'une fois la lumière faite sur la débâcle de Swissair et les responsabilités clairement établies. L'approche suisse dans les domaines économique et politique – empreinte de tolérance et en temps normal résolument bénéfique – n'est pas adaptée à de telles crises. Mais une chose est sûre: les citoyens veulent une totale transparence

sur l'affaire, l'entière vérité. C'est la condition *sine qua non* à une restauration ultérieure de la confiance et de la crédibilité que nous évoquions plus haut.

A l'évidence, les réflexions du citoyen suisse que je suis portent également sur l'avenir de la place financière helvétique, tant il est vrai qu'elle est particulièrement exposée. En tant que banquier, je suis bien placé pour constater combien la confiance dans notre pays, ses institutions et son économie constitue une des clés de voûte de la place financière. Car on ne saurait instaurer de bonnes relations avec la clientèle dans un climat dénué de sérénité.

La place financière suisse représente 225'000 emplois et compte pour 12% du produit intérieur brut. Deux chiffres qui suffisent à illustrer l'ampleur des enjeux.

Le secteur bancaire comme bouc émissaire

Au cours des derniers jours, le Conseil fédéral, les hommes politiques et les médias ont systématiquement parlé des «banques» comme étant les coupables désignées. Ils se sont ainsi trouvé un bouc émissaire, se permettant au passage un amalgame des plus regrettable. En effet, aucun autre secteur économique ne s'était vu reproché, dans son ensemble, les problèmes et difficultés d'une entreprise donnée. On a ainsi créé une culpabilité collective, quand bien même les responsables potentiels – à ce stade, rien n'a été établi – sont connus de tous. La grande majorité des établissements bancaires suisses, ainsi que leurs collaboratrices et collaborateurs, ne sont nullement impliqués dans l'affaire Swissair. Ils en sont néanmoins affectés, dès lors qu'ils se retrouvent la cible d'accusations portées en bloc. Cette généralisation – qui se répète à tous les niveaux – ne porte pas seulement préjudice à ces entreprises, mais conduit inéluctablement à une érosion de la compréhension dont jouit la place financière suisse, avec toutes les conséquences négatives que cela implique. Et c'est précisément cela qui me fait réagir. En définitive, ce n'est pas sur la désignation des responsables ou sur les erreurs que l'on tente de dissimuler que porte le débat, mais bien sur la pérennité de la place financière suisse, une place qui s'est construite au fil des générations et au prix de lourds efforts, et dont nous pouvons être fiers en dépit d'inévitables imperfections.

Lorsqu'un conseiller national issu d'un parti bourgeois déclare publiquement que «les banques auront toujours plus de difficultés à faire passer leurs revendications auprès du parlement et du peuple» (DRS 1, 3 octobre 2001), on peut certes y voir l'expression d'une réaction à chaud. Mais cela pourrait aussi s'apparenter à l'attribution d'une responsabilité clanique inadmissible, qui fait courir le risque d'une destruction progressive de la place financière suisse – auquel cas «les banques» ne seraient vraiment plus les seules concernées.

L'image stéréotypée de banques toutes puissantes, arrogantes, dénuées de morale et de scrupules, que d'aucuns propagent inlassablement depuis quelques années, porte non seulement atteinte à la Suisse, mais également à de nombreux établissements bancaires qui s'efforcent d'exercer leur activité avec diligence, afin de donner satisfaction à leurs clientèles nationale et internationale.

Nous jouons avec le feu et détruisons un capital de confiance soigneusement constitué – destruction perçue comme telle en Suisse, mais aussi hors de nos frontières.

Je ne sous-estime pas l'ampleur du préjudice et suis bien conscient que nous devons fournir un long travail de reconstruction au plan national comme au plan international. L'anéan-

tissement d'un symbole tel que Swissair aura de lourdes conséquences et marquera durablement les esprits.

De bonnes conditions cadres, une priorité

Il est évidemment aberrant d'utiliser la situation actuelle pour conclure que l'interventionnisme étatique représente le meilleur modèle économique. Il est tout aussi erroné de refuser aux «banques» les requêtes légitimes qui sont les leurs et de démanteler les conditions cadres qui leur sont nécessaires pour assurer leur compétitivité sur des marchés en proie à une forte pression concurrentielle. De toute évidence, les banques suisses vont au-devant d'une période difficile et ont besoin, pour y faire face, que l'Etat leur offre un soutien comparable à celui que d'autres pays prêtent à leurs instituts bancaires. C'est là le constat que je fais en tant qu'entrepreneur suisse et en tant que représentant des nombreuses entreprises qui font la force et la diversité de la place financière suisse. Ce dont cette place financière a besoin maintenant, c'est de conditions cadres favorables, et non d'une sanction collective de la part des politiques. L'opposition répétée de la classe politique conduit directement à un affaiblissement de notre place financière, avec toutes les conséquences qui en découlent pour notre pays – conséquences que les statistiques en la matière permettent de mesurer facilement. Enfin, il faut savoir que généralement, la détérioration des conditions cadres d'un secteur entraîne inéluctablement la poursuite d'un mouvement de concentration au sein du secteur d'activité en question.

Une leçon pour les politiques

Ces derniers mois, rien n'interdisait aux politiques d'intervenir pour tenter de modifier le cours des choses. Nul doute que de nombreuses occasions se seraient offertes à eux. Aujourd'hui, ce n'est pas un hasard s'ils tentent de se disculper en attribuant la responsabilité aux «banques».

Je reconnais que le système politique suisse – à savoir un fédéralisme très développé, qui a pour corollaire fragmentation et régionalisation – n'offre pas de solution en cas de crises comparables à celle de Swissair. De toute évidence, les crises d'une telle ampleur requièrent une structure centralisée, et c'est peut-être là une leçon que nos instances politiques pourront tirer de la débâcle actuelle.